



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

sécurité des biens et des personnes

Question au Gouvernement n° 3040

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. André Schneider, pour le groupe RPR.

M. André Schneider. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'intérieur.

Monsieur le ministre, rien ne va plus à Strasbourg et dans sa périphérie en matière de sécurité. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste. - Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République.)

Mme Béatrice Marre. Il ne fallait pas changer de maire !

M. André Schneider. La population est de plus en plus inquiète et la police de plus en plus découragée.

(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le président. Mes chers collègues...

M. André Schneider. Les chiffres publiés par une intersyndicale de policiers sont évocateurs : depuis le 1er janvier 2001, 1 526 feux de véhicules, 935 feux divers, 618 dégradations de biens, 753 incidents avec la Compagnie des transports strasbourgeois, 67 outrages et rebellions envers les policiers (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste) 43 policiers blessés. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.) Au total, 83 308 actes de police ont été enregistrés. Et le bilan s'alourdit...

Pour vous donner un exemple récent, mardi dernier, dans un quartier de Strasbourg, à Koenigshoffen, trois policiers qui étaient intervenus après avoir reçu un appel téléphonique leur annonçant un enlèvement dans une maison de retraite ont été blessés. En réalité, il s'agissait d'un véritable guet-apens, car les fonctionnaires de police étaient attendus par un groupe d'une quarantaine de jeunes gens qui les ont agressés.

Premières conclusions judiciaires, madame la ministre de la justice : « L'hypothèse du guet-apens n'est pas du tout avérée. » Sans commentaire !

Les bus qui desservent ce quartier sont quotidiennement le théâtre d'agressions en tout genre. Il est urgent de mettre fin à cette guérilla urbaine.

La lutte contre l'insécurité nécessite des moyens supplémentaires.

Au lieu de cela, que faites-vous ! monsieur le ministre ? La sourde oreille aux demandes insistantes du maire de Strasbourg, qui, depuis six mois, vous demande en vain un rendez-vous. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.) Est-ce parce que Mme Keller n'est pas votre amie politique ? (« Hou ! » sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République.)

M. Lucien Degauchy. Ils sont sectaires !

M. André Schneider. Au lieu d'augmenter les effectifs, vous les diminuez : quatre-vingt-quinze policiers en moins depuis le début de l'année, soit une baisse de 11 %. Qu'en avez-vous fait ? Seraient-ils affectés dans des villes plus proches de vous ? (« Ah ! » sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République.)

M. Christian Bourquin. La question !

M. André Schneider. Aussi, à Strasbourg, la psychose s'installe, ainsi que le risque lié à l'autodéfense. Selon certaines informations fiables, pour la prochaine nuit de la Saint-Sylvestre dans un quartier de ma circonscription, certains jeunes veulent faire brûler jusqu'à 2 000 voitures. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.) Dans ce même quartier, en prévision de tels événements, des habitants achètent des fusils à pompe. Est-ce cela que vous recherchez, monsieur le ministre ?

M. le président. Monsieur Schneider, votre question, s'il vous plaît !

M. André Schneider. Qu'attendez-vous pour agir, monsieur le ministre ? Les effets d'annonce, nous n'y croyons plus. Nous attendons des actes. Les Français attendent votre réponse avec impatience. (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe Démocratie libérale et Indépendants et sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Daniel Vaillant, ministre de l'intérieur. Vous m'interrogez une nouvelle fois, monsieur le député, sur la délinquance à Strasbourg.

Plusieurs députés du groupe du Rassemblement pour la République. Eh oui !

M. le ministre de l'intérieur. Je souhaite devant la représentation nationale condamner avec la plus grande fermeté (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants) les actes d'agression contre des policiers, à Strasbourg ou ailleurs.

Les policiers font leur travail. Avec la police de proximité et les opérations ciblées répressives, ils sont présents partout, et cela dérange les trafiquants. Vous ne devriez pas vous en émouvoir !

Cette politique porte ses fruits puisque, pour les neuf premiers mois de l'année 2001, la délinquance a augmenté de 1 % à Strasbourg par rapport à la même période de 2000, la délinquance sur la voie publique ayant, elle, diminué de 1,1 %. (Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

En ce qui concerne vos inquiétudes pour la fin de l'année et les hélas ! traditionnels incendies de voitures, j'ai demandé au directeur général de la police nationale de recevoir Mme Keller, la maire de Strasbourg, pour faire le point préventivement. (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

M. Pascal Clément. Pourquoi pas vous ?

M. le ministre de l'intérieur. Je suis très attentif aux préoccupations de Mme la maire de Strasbourg.

M. Jean-Louis Debré. Recevez-la !

M. le ministre de l'intérieur. J'ai d'ailleurs accédé très volontiers à sa demande que soit détaché auprès d'elle un haut fonctionnaire de la police nationale, dont les conseils et les avis doivent, je l'imagine, être très précieux. (Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance.)

Par ailleurs, vous n'avez pas à craindre les départs à la retraite. C'est vrai que vos amis n'ont pas géré de manière prévisionnelle les effectifs de la police nationale, mais ce n'est plus le cas. Les écoles de police sont pleines alors qu'elles ne l'étaient pas du temps de M. Debré, qui devrait éviter d'être hilare. Les départs à la retraite seront intégralement compensés, à Strasbourg comme ailleurs. (Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe socialiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

Données clés

Auteur : [M. André Schneider](#)

Circonscription : Bas-Rhin (3^e circonscription) - Rassemblement pour la République

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3040

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : intérieur

Ministère attributaire : intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 7 novembre 2001, page 7165

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 7 novembre 2001